

de régler les litiges concernant l'interprétation et le respect du Traité. Le Sénat américain a ratifié le Traité par 88 voix contre 2.

Au cours des années 1970, les États-Unis et l'URSS ont tous les deux poursuivi leurs recherches sur la défense contre les missiles balistiques. En 1975, les Américains ont démantelé l'installation ABM qu'ils avaient aménagée dans une base de missiles à Grand Forks, dans le Dakota du Nord.

L'URSS a conservé son emplacement ABM aux environs de Moscou. À mesure que la capacité anti-forces (l'aptitude à frapper avec précision les silos de missiles ennemis) des missiles ICBM augmentait, on s'est de nouveau intéressé à la défense contre les missiles balistiques, vu qu'il était plus facile de protéger les silos de missiles que les agglomérations. D'emblée donc, le nouveau gouvernement Reagan accorda plus d'attention que les gouvernements antérieurs à la défense contre les missiles balistiques.

En mars 1983, le président Reagan annonça que les États-Unis s'engageraient dans l'Initiative de défense stratégique (IDS) pour se doter de défenses qui rendraient les armes nucléaires "impuissantes et désuètes". L'avenir du Traité ABM était désormais incertain, car l'objectif ultime de l'IDS allait directement à l'encontre du Traité même. Bien que le président Reagan ait déclaré que les recherches inhérentes à l'IDS se feraient dans les limites autorisées par le Traité, le gouvernement a formulé deux interprétations des dispositions de ce dernier : une interprétation "stricte" qui risque d'être rapidement en contradiction avec le programme IDS, et une interprétation "large" qui accorderait aux États-Unis beaucoup plus de latitude dans leur programme de recherche sans que soit violé le Traité. Ces démarches ont suscité aux États-Unis un débat sur les avantages du Traité ABM et des limites voulues par lui. On craint en particulier que l'interprétation "large" constitue une première étape vers l'abrogation complète du Traité.

Pour appuyer l'IDS, on invoque notamment le fait que les Soviétiques ont mis au point un système anti-missiles balistiques et on les accuse d'avoir violé le Traité. Les États-Unis ont expressément dénoncé la construction d'un nouveau radar soviétique à antenne-réseau phasée. Le Traité n'autorise la construction de tels radars qu'à la périphérie du territoire national et encore, seulement s'ils sont orientés vers l'extérieur. D'après Washington, le